

ignorait presque où se trouve la Macédoine, frémissait et exultait quand on lui racontait que le monde allait être transformé sans risques et que des torts seraient soudainement redressés en pays lointains, à coups de baguette magique française. Je puis affirmer que des ordres du jour de réunions parisiennes et des articles de journaux français répandus dans les Balkans ont même décidé à prendre les armes quelques malheureux qui ont cru l'intervention de la France imminente. Mais, aujourd'hui, les Macédoniens — ou tout au moins leurs chefs — ont sûrement pu se faire une idée plus exacte de la politique suivie par la France. La France est prête à seconder de toute sa force son allié russe le jour où il tentera vraiment d'atténuer dans les Balkans les causes profondes de troubles. Elle s'est concertée avec lui chaque fois qu'il a fait mine de faire quelque chose. Elle lui a soumis des idées et des projets. Mais elle ne peut pas, et elle ne doit pas, jouer un premier rôle dans une région où, si ses intérêts matériels sont considérables, ses intérêts diplomatiques et politiques sont secondaires (1). Elle ne peut pas contrecarrer la Russie

(1) M. Delcassé a, je crois, été aussi loin que pouvait aller un ministre français. On s'en aperçoit en lisant le *Livre jaune*. Jusqu'à la conclusion ferme de l'entente autro-russe, M. Delcassé souhaitait que « les Gouvernements français et russe pussent se mettre d'accord, à bref délai, sur une ligne de conduite commune en vue de préconiser l'adoption des réformes les plus pratiques et